

**ARRÊTÉ
DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
Société ARKEMA France
Commune de Honfleur**

LE PRÉFET,

- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14 et R.181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1414-3 : installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4802 (rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie en vigueur ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016 autorisant la société ARKEMA France à poursuivre l'exploitation d'installations de fabrication de tamis moléculaire et à en augmenter les capacités de production sur le territoire de la commune de Honfleur ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2021 autorisant la société ARKEMA France à poursuivre l'exploitation d'installations de fabrication de tamis moléculaire et à en augmenter les capacités de production sur le territoire de la commune de Honfleur ;
- VU** la demande du 23 décembre 2024, présentée par ARKEMA France dont le siège social est situé au 420 Rue d'Estienne d'Orves – 92705 COLOMBES, en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser de l'acide sulfurique H₂SO₄ à 45 % sur son site situé sur la commune de Honfleur ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 mars 2025 ;
- VU** le courriel du 13 mars 2025 de transmission à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 18 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT la compatibilité des aménagements prévus avec les dispositions du SDAGE Seine-Normandie en vigueur ;

CONSIDÉRANT que la surveillance du milieu récepteur nécessite d'être poursuivie ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Identification

La société ARKEMA France, dont le siège social est situé à 420 rue d'Estienne d'Orves – 92705 Colombes, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Honfleur des installations de fabrication de tamis moléculaires, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 : Articles modifiés

Article 2.1 : liste des modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 8 mars 2016	Article 1.2.1 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Article 2.2 → évolution des rubriques de la nomenclature ICPE et des rubriques IOTA
	Article 3.2.2 à 3.2.5 : rejets atmosphériques	Article 2.3 → mise à jour des prescriptions pour les rejets atmosphériques
	Article 4.3.9 : valeurs limites d'émission en sortie de la station de traitement des eaux industrielles avant rejet au milieu naturel	Article 2.4 → mise à jour des prescriptions pour les rejets des eaux industrielles
	Article 10.2.3 : fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux	Article 2.5 → mise à jour des modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux
	Article 10.2.4 : surveillance des effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore	Article 2.6 → mise à jour de la surveillance des effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore

Les articles 2.1, 2.3, 2.5, 2.8, 2.9 l'arrêté du 19 novembre 2021 sont supprimés.

Article 2.2 : Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 modifiées par l'arrêté du 19 novembre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rub. ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime *
2515-1a	<p>Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</p> <p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Atelier TMC : 460 kW Atelier TMS2 : 50 kW Atelier silice précipitée : 50 kW Ateliers CB4/TMS4 : 330 kW</p> <p>Total : 890 kW</p>	E

Rub. ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime *
1630-2	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	Soude : 1 cuve de 58 m ³ 1 cuve de 50 m ³ Potasse : 1 cuve de 58 m ³ Total : 166 m³ soit 240 T	D
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Station de remplissage des chariots élévateurs Débit : 3 m³/h	DC
2910-A2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière Lévilite (< 1987) : 0,7 MW Acteur CB4 : 1,4 MW Acteur TMS4 (2017) : 0,7 MW Acteur Vernon (2000) : 0,72 MW Acteur Comessa (< 1987) : 1,01 MW Acteur Comessa TMS2-3 (1996) : 1,2 MW Chaudière LCI (2020) : 5,5 MW Chaudière BWD80 (2007) : 5,85 MW Total : 17,08 MW	DC
2921-b	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	TAR de type VAP 303 (par Hamon), 130 m ³ /h, 1 917 kW Puissance thermique maximale évacuée : 1 600 kW	DC
4140-1b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	48 t de chlorure de baryum produits solides	D
1185-2a	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	15 climatiseurs 2 sécheurs 5 groupes froids 7 modules pompes à chaleur Capacité totale : 650,3 kg	DC

* A = Autorisation, E = Enregistrement, D = Déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique

Article 2.3 : Les prescriptions des articles 3.2.2 à 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 modifiées par l'arrêté du 19 novembre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE – CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.2 : Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance (MW)	Combustible	Mode
1	Chaudière vestiaires	0,23	Installation arrêtée	
2	Chauffage atelier entretien	0,14	Installation arrêtée	
3	Sécheur Lévilite	0,9	Gaz naturel	Direct
4	Chaudière Lévilite	0,7	Gaz naturel	Indirect
5	Sécheur Flash	0,98	Gaz naturel	Direct
6	Sécheur Vernon (CB1-2)	0,66	Gaz naturel	Direct
	Sécheur Comessa	1,01		Direct
7	Sécheur Flash X	1,01	Gaz naturel	Direct
8	Activeur poudre	0,63	Gaz naturel	Indirect
9	Sécheur Gupsos (CB3)	0,98	Gaz naturel	Direct
	Activeur Gupsos (CB3)	0,98		Direct
10	Activeur LTC	1,17	Gaz naturel	Indirect
11	Sécheur (CB4)	1,3	Gaz naturel	Direct
12	Activeur (CB4)	1,4	Gaz naturel	Direct ou Indirect
13	Sécheur (TMS4)	0,7	Gaz naturel	Direct
14	Activeur (TMS4)	0,7	Gaz naturel	Indirect
15	Activeur Vernon (CB1-2)	0,72	Gaz naturel	Indirect
16	Activeur Comessa (TMS2-3)	1,2	Gaz naturel	Indirect
	Sécheur Gupsos (TMS2-3)	1,01		Direct
17	Nouvelle chaudière (remplace SB500)	5,5	Gaz naturel	Indirect
18	Chaudière BWD80	5,85	Gaz naturel	Indirect
19	Chauffage magasin	0,09	Installation arrêtée	
20	Activeur Comessa	1,01	Gaz naturel	Direct

L'identification des numéros de conduits figure en annexe 1.

Article 3.2.3 : Conditions générales de rejet

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	Installation arrêtée			
2	Installation arrêtée			
3	6,2	0,65	3500	6
4				
5	15,2	0,4	6000	15
6	22	0,8	25900	20
7	10	0,3	6000	20
8	15	0,21	1000	10
9	14	0,85	11000	8
10	24	0,34	2500	9
11	19	0,5	18 000	33
12	19	0,45	13000	37
13	19	0,4	7 900	23
14	19	0,35	8 900	34
15	22	0,65	9900	15
16	17	0,6	11 000	10
17	20	0,75	6600	10
18	20	0,7	7 100	10
19	Installation arrêtée			
20	22	0,55	11500	23

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 3.2.4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou sur gaz humide (cas des installations de séchage) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

N° de conduit	Installations raccordées	Concentrations instantanées en mg/Nm³					
		O ₂ de référence	SOx en éq.	NOx en éq. NO ₂	Poussières	CO	Baryum
1	Chaudière vestiaires	Installation arrêtée					
2	Chauffage atelier entretien	Installation arrêtée					
3	Sécheur Lévilite	20,00 %	50	100	40		
4	Chaudière Lévilite						
5	Sécheur Flash	20,00 %	50	100	40		
6	Sécheur Vernon (CB1-2) Sécheur Comessa	20,00 %	50	100	40		
7	Sécheur Flash X	20,00 %	50	100	40		
8	Activeur poudre	20,00 %	50	100	40		
9	Sécheur Gupsos (CB3). Activeur Gupsos (CB3)	20,00 %	50	100	40		
10	Activeur LTC	20,00 %	50	100	40		
11	Sécheur (CB4)	20,00 %	50	100	40		
12	Activeur (CB4)	20,00 % (direct) 3 % (indirect)	CB4 direct : 50 CB4 indirect : -	CB4 direct : 100 CB4 indirect : 100	CB4 direct : 40 CB4 indirect : -	CB4 direct : - CB4 indirect : 100	
13	Sécheur (TMS4)	20,00 %	50	100	40		
14	Activeur (TMS4)	20,00 %	50	100	40	100	10
15	Activeur Vernon (CB1-2)	20,00 %	50	100	40	100	10
16	Activeur Comessa (TMS2-3) Sécheur Gupsos (TMS2-3)	20,00 % (direct) 3 % (indirect)	50	100	40	100	10
17	Chaudière LCI	3,00 %	-	100	-	100	
18	Chaudière BWD80	3,00 %	-	150	-	100	
19	Chauffage magasin	Installation arrêtée					
20	Activeur Comessa	20,00 %	50	100	40		

Article 3.2.5 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Flux massique horaire en kg/h				
		SOx en éq. SO ₂	NOx en éq. NO ₂	Poussières	CO	Baryum
1	Chaudière vestiaires	Installation arrêtée				
2	Chauffage atelier magasin	Installation arrêtée				
3	Sécheur Lévilite	0,18	0,35	0,14		
4	Chaudière Lévilite					
5	Sécheur Flash	0,3	0,6	0,24		
6	Sécheur Vernon (CB1-2) Sécheur Comessa	1,3	2,6	1,04		
7	Sécheur Flash X	0,3	0,6	0,24		
8	Activeur poudre	0,05	0,1	0,04		
9	Sécheur Gupsos (CB3) Activeur Gupsos (CB3)	0,55	1,1	0,44		
10	Activeur LTC	0,13	0,25	0,1		
11	Sécheur (CB4)	0,9	1,8	0,72		
12	Activeur (CB4)	0,65	1,3	0,52	1,3	
13	Sécheur (TMS4)	0,4	0,8	0,31		
14	Activeur (TMS4)	0,44	0,9	0,35	0,9	0,09
15	Activeur Vernon (CB1-2)	0,5	1	0,4	1	
16	Activeur Comessa (TMS2-3) Sécheur Gupsos (TMS2-3)	0,55	1,1	0,44	1,1	0,11
17	Chaudière LCI		0,7		0,7	
18	Chaudière BWD80		1,1		0,7	
19	Chauffage magasin	Installation arrêtée				
20	Activeur Comessa	0,58	1,2	0,46		
Émissions totales établissement kg/h		6,81	15,3	5,44	5,7	0,2

Article 2.4 : Les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 modifiées par l'arrêté du 19 novembre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4.3.9 : Valeurs limites d'émission en sortie de la station de traitement des eaux industrielles avant rejet dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°5 (cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit de référence	Rejet n°5 (sortie de la station interne)
Maximal journalier en m ³ /j	2670
Maximal en m ³ /h	150
Moyen sur 24 heures en m ³ /h	112

Débit de référence : 1920 m ³ /j		Moyen journalier	
Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	1305	35	67,2
COT	1841	15	26,7
Dont Naphtalène	1517	0,050	0,10
Baryum (exprimé en Ba soluble)	1396	1	2,88
Lithium (exprimé en Li soluble)	1364	150	288
Azote total	1551	16,2	31,10
Phosphore	1350	1	1,92
Etain	1380	0,1	0,19
Fer	1393	0,5	0,96

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 2.5 : Les prescriptions de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 10.2.3 : Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Surveillance des effluents en sortie de la station de traitement interne

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Température	1301	Moyen 24 heures	Journalière	Mensuelle
pH	1302	Moyen 24 heures	Journalière	Mensuelle
MES	1305	Moyen 24 heures	Journalière	Mensuelle
COT	1841	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	Mensuelle
Baryum	1396	Moyen 24 heures	Journalière	Mensuelle
Lithium	1364	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Chlorures	1337	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Azote total	1551	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Phosphore	1350	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Etain	1380	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Fer	1393	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées sur les analyses effectuées en autocontrôle par le laboratoire du site selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Température	Mensuelle
pH	Mensuelle
MES	Mensuelle
COT	Mensuelle
Baryum	Mensuelle
Lithium	Mensuelle
Chlorures	Annuelle
Azote total	Annuelle
Phosphore	Annuelle
Etain	Annuelle
Fer	Annuelle

Surveillance des effluents en sortie de l'installation de réfrigération (TAR)

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés à l'article 4.3.10, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie à l'article 9.1.3.2 du présent arrêté.

Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés à l'article 4.3.10 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les points de prélèvements d'échantillon et de mesure pour le contrôle des rejets de l'installation de refroidissement sont choisis sous la responsabilité de l'exploitant, ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.

Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations.

Les polluants visés à l'article 4.3.10 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Surveillance des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
HCT	1442	Ponctuel	Trimestrielle	Trimestrielle
MES	1305	Ponctuel	Trimestrielle	Trimestrielle

Article 2.6 : Les prescriptions de l'article 10.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 modifiées par l'arrêté du 19 novembre 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 10.2.4 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore

Afin de maintenir les habitats communautaires au sein du bassin des Chasses, l'exploitant :

- veille à la bonne circulation hydraulique des effluents et à l'absence d'envasement au niveau du point de rejet, et procède, à cet effet, à au moins un contrôle semestriel. En cas d'envasement constaté, il sera procédé au curage du point de rejet ;
- assure une surveillance du milieu du bassin des Chasses selon les modalités définies ci-dessous :

Étude sur la caractérisation des sédiments du bassin des Chasses

L'exploitant doit compléter l'étude d'incidence biologique des rejets sur le bassin des Chasses par une caractérisation des sédiments, visant à identifier la présence d'un gradient de concentrations en métaux en lien avec les activités historiques et actuelles du site.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2021, l'étude a été transmise à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2022.

Programme de surveillance du bassin des Chasses

L'exploitant réalise un suivi des paramètres suivants, à compter de 2022 et pour une durée minimale de 6 ans, en fonction des résultats :

Support	Paramètres / Indices	Fréquence	Localisation
Eau	pH, salinité, COT	1/an	PK50, PK350, PK650, PK1300, station réf. (cf. annexe 2)
Sédiments	Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, <u>Li</u> , <u>Ba</u>), COT	1/an	PK50, PK350, PK650, PK1300, station réf. (cf. annexe 2)
Biologie : invertébrés benthiques	AMBI - BEQI2	1/an	PK50, PK350, PK650, PK1300, station réf. (cf. annexe 2)

La réalisation des prélèvements dans les différents milieux doit être synchronisée et réalisée toujours à la même période de l'année, à définir par l'exploitant.

ARTICLE 8 : Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Caen :

1. par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Calvados prévu au 4° de l'article R.181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1. une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans la mairie de Honfleur et peut y être consultée ;
2. un extrait de l'arrêté est affiché dans la mairie de Honfleur pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressée par les soins des maires et adressé à l'inspection des installations classées ;
3. l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement ;
4. l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de 4 mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la Défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 10 : Exécution

Le Secrétaire général et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au bénéficiaire de l'autorisation environnemental

Caen, le **31 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Stéphane SINAGOGA

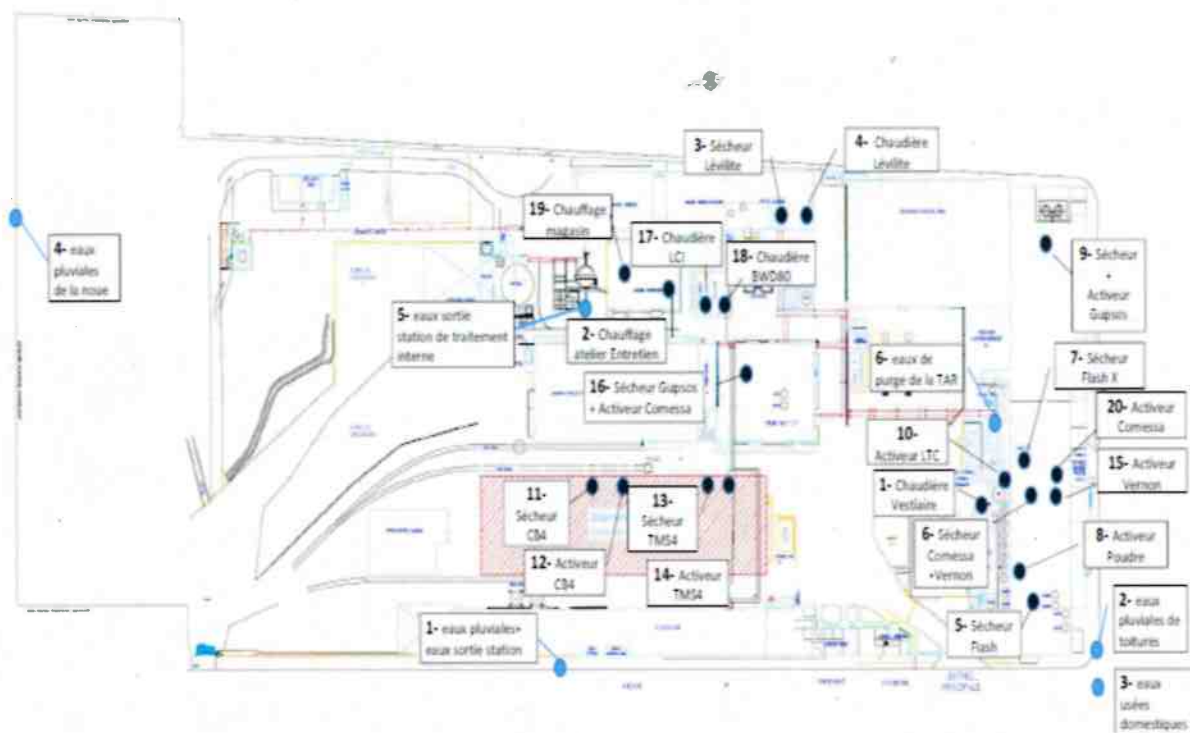
Copie en sera adressée :

- au sous-préfet de Lisieux
- à Monsieur le maire de Honfleur
- à la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie
- à Monsieur le chef de l'unité bidépartementale du Calvados et de la Manche

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral

ARKEMA à Honfleur

Localisation des points de rejets atmosphériques et aqueux



Annexe 2
à l'arrêté préfectoral

ARKEMA à Honfleur

Surveillance du milieu récepteur

Localisation des stations de surveillance dans le bassin des Chasses

